



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 10 à 12 – 04 au 24 mars 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique australe** : Le commerce bilatéral avec la France se reprend en 2021
- **Afrique du Sud** : L'économie renoue avec la croissance au quatrième trimestre
- **Botswana** : Le déficit commercial se résorbe fortement en 2021
- **Mozambique** : Moody's réhausse la perspective de sa notation souveraine à positive
- **Namibie** : La Banque centrale publie ses perspectives macroéconomiques
- **Zambie** : La dette publique domestique progresse fortement en 2021
- **Zimbabwe** : Retrait de la liste grise du GAFI

Zoom sur... la quatrième édition de la conférence SA Invest

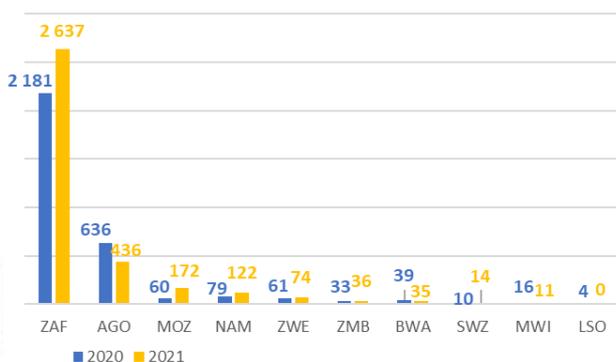
La quatrième édition de la conférence présidentielle visant à promouvoir les investissements en Afrique du Sud s'est tenue à Johannesburg le 24 mars. Cet évènement vise à soutenir l'objectif du président Ramaphosa de mobiliser 100 Mds USD d'investissements nouveaux sur la période de son mandat. En ouverture de la conférence, qui a rassemblé un millier de personnes, le président sud-africain a rappelé les avancées réalisées dans la mise en œuvre des réformes structurelles (renforcement des capacités de production électrique, notamment via l'autoproduction) et les étapes à venir (libéralisation partielle du secteur des transports et de la logistique), tout en s'engageant encore une fois à améliorer le climat des affaires dans le pays. **Cette année, les participants à la conférence se sont engagés pour de nouveaux projets d'investissement à hauteur de 332 Mds ZAR (23 Mds USD)** – notamment les institutions financières de développement (30% du total) ainsi que les entreprises de l'industrie minière (26%) et du secteur des infrastructures (16%). Cela porte à 1 140 Mds ZAR (78 Mds USD) les engagements totaux depuis la première édition de 2018 – soit près de 80% des objectifs fixés à l'horizon 2023 – dont 315 Mds ZAR ont effectivement été mis en œuvre. A cette occasion, une vingtaine d'entreprises françaises implantées en Afrique du Sud (Air Liquide, Alstom, BNP, EDF, Engie, Leroy merlin, L'Oréal, Saint Gobain, Schneider Electric, etc.) ont fait une annonce collective d'un montant de 50 Mds ZAR – soit 15% du total des annonces. En 2019, la communauté d'affaires françaises s'était déjà engagée à hauteur de 20 Mds ZAR, une promesse d'investissement qui avait déjà été entièrement mise en œuvre, voire dépassée.

Afrique australe

Le commerce bilatéral avec la France se reprend en 2021 (*Douanes Françaises*)

Le commerce bilatéral entre la France et les pays d'Afrique australe a atteint 3,5 Mds EUR en 2021 – après 3,1 Mds EUR l'année précédente, un niveau en progression mais toujours loin de ceux observés pré-crise (4,1 Mds EUR en moyenne entre 2017 et 2019). Les exportations françaises vers la région ont progressé de près de 25%, tandis que nos importations ont augmenté de seulement 2% – ce qui s'est traduit par une hausse de notre excédent commercial (structurel) avec la sous-région, qui est passé de 177 MEUR en 2020 à 536 MEUR. Dans la zone, notre principal partenaire commercial demeure de loin l'Afrique du Sud avec 70% des échanges. L'Afrique du Sud est aussi notre premier client (produits chimiques, machines industrielles et agricoles, produits pharmaceutiques) et notre deuxième fournisseur (automobiles, houilles, manganèse, fer et agrumes) en Afrique subsaharienne. A noter par ailleurs que les flux commerciaux avec le Mozambique sont ceux qui ont le plus progressé sur la période (+146%) – portée par nos exportations d'outillage divers vers le pays.

Evolution du commerce bilatéral entre la France et l'Afrique australe



Sources : Service des douanes françaises (2022)

Afrique du Sud

L'économie renoue avec la croissance au quatrième trimestre (*StatsSA*)

Selon *StatsSA*, le PIB a progressé de 1,2% au quatrième trimestre (évolution trimestrielle) – après -1,7% au trimestre précédent. Sur la période, les secteurs qui ont le plus contribué à la croissance sont les services à la personne (+2,7% soit une contribution positive de 0,4 point – fortement dynamisés par l'accélération de la campagne de vaccination), l'agriculture (+12,2%, soit +0,3 point), l'industrie manufacturière (+2,8% et +0,3 point) et la distribution (+2,9% et +0,3 point). A l'inverse, on notera la contraction de deux secteurs stratégiques pour l'économie sud-africaine : l'industrie minière (-3,1% soit une contribution négative de -0,2 point – en lien avec un niveau de production en recul d'or, de fer et de charbon) et les services financiers (-0,8%, soit -0,2 point). Pour l'ensemble de l'année 2021, la croissance a ainsi atteint 4,9%, un niveau qui n'avait pas été observé depuis près de 15 ans – mais le PIB demeure toujours inférieur de 1,8% à ses niveaux pré-crise. En 2022, la croissance devrait significativement ralentir, avec des prévisions comprises entre 1,3% (BNP-Paribas) et 1,8% (SARB).

Le régulateur de l'énergie annonce une hausse des tarifs de l'électricité de 9,6% (*NERSA*)

Fin février, le régulateur de l'énergie (*National Energy Regulator of South Africa – NERSA*) a annoncé une hausse des tarifs de l'électricité de 9,6% pour l'exercice 2022/23 (d'avril à mars). Cette augmentation reste nettement inférieure à ce qui avait été demandé par l'électricien public Eskom (+20,5%) sur la base de l'estimation de ses coûts de production. Selon les projections de l'entreprise publique, cette différence devrait se traduire par un manque à gagner de 27 Mds ZAR, soit environ 10% du chiffre d'affaires. Pour

rappel, Eskom a enregistré une perte de 19 Mds ZAR (1,1 Md EUR) sur l'exercice 2021/2022 – parmi d'autres explications, le prix de l'électricité trop faible par rapport aux coûts de production est toujours mentionné comme un facteur pénalisant pour l'entreprise publique.

Botswana

Le déficit commercial se résorbe fortement en 2021 (*BotStats*)

Selon l'organisme national de statistiques, le déficit commercial du Botswana a atteint 10 Mds BWP (0,8 Md EUR) l'an passé – contre 25,4 Mds BWP (2 Mds EUR) en 2020. D'une part, les exportations ont augmenté de 66%, pour atteindre 81 Mds BWP (6,4 Mds EUR), portées par la nette reprise des ventes de diamants (90% des exportations en 2021). Elles s'inscrivent ainsi à un niveau supérieur à ceux observés avant crise (62 Mds BWP soit 4,9 Mds EUR en moyenne entre 2017 et 2019). Les importations ont elles aussi progressé, mais à un rythme bien moindre (+26% pour atteindre 91 Mds BWP).

Mozambique

Moody's réhausse la perspective de sa notation souveraine à positive

Le 11 mars, l'agence Moody's a relevé la perspective de sa notation souveraine de stable à positive. La notation du pays reste toujours sept crans en territoire spéculatif à Caa2. L'agence justifie sa décision par l'amélioration des perspectives macroéconomiques à court terme, en se basant sur les avancées réalisées par les projets gaziers dans le nord du pays. Avant fin 2022, le projet ENI devrait être mis en service, générant des revenus estimés entre 0,5% et 1% du PIB par an. Moody's salue également les efforts du gouvernement réalisés en matière de gouvernance et de gestion des finances publiques, tout en encourageant les autorités à conclure un accord de financement avec le FMI – alors que les négociations ont repris au début de

l'année. Contrairement au FMI, Moody's juge que le niveau d'endettement du Mozambique (supérieur à 110% du PIB) est insoutenable. Enfin, Moody's rappelle le risque sécuritaire dans la province du Cabo Delgado, qui pèse sur l'économie du pays et sur la bonne mise en œuvre des projets gaziers. En juillet 2021, Fitch avait réaffirmé la notation du pays à CCC (également sept crans en deçà de la catégorie investissement).

Namibie

La Banque centrale publie ses perspectives macroéconomiques (*BoN*)

Selon les dernières perspectives économiques publiées par la Banque centrale de Namibie (*Bank of Namibia – BoN*) le 28 février, la croissance du pays devrait accélérer en 2022 (+3,4%) et en 2023 (+3,7%) – après +0,9% en 2021. Cette reprise devrait être portée par le secteur minier (+9,6% en 2022 pour un secteur représentant près de 9% du PIB en 2020 – anticipations favorables sur le diamant et l'uranium). A l'exception de la construction, tous les secteurs de l'économie devraient renouer avec la croissance au cours de l'année. Ces prévisions sont particulièrement optimistes, si on les compare à celles de la Banque mondiale (+2,1% en 2022 puis 1,5% en 2023).

Zambie

La dette publique domestique progresse fortement en 2021 (*Ministry of Finance*).

Le 23 mars, le ministère des Finances a publié son rapport annuel sur l'endettement public. Fin 2021, la dette publique a atteint 31,7 Mds USD, en hausse de près de 30% sur un an. Cette évolution s'explique presque uniquement par l'augmentation de l'endettement domestique, qui a presque doublé pour atteindre 14,5 Mds USD, soit plus de 45% du total, contre seulement

32% l'année précédente – afin notamment de financer les programmes de subvention à l'agriculture et aux carburants dans la première moitié de l'année. Dans le même temps, la dette externe a augmenté de 6%, pour atteindre près de 14 Mds USD. *In fine*, la dette publique a continué à progresser, passant de 127% du PIB à 146% du PIB. Selon le rapport du ministère des Finances, la Zambie est endettée vis-à-vis de plus de quarante créanciers externes différents, sans compter les détenteurs d'Eurobonds (25% de l'encours externe total). Les autres créanciers principaux sont Exim China (22% du total de la dette externe au gouvernement central – plus de 30% pour l'ensemble des créanciers chinois souverains et commerciaux), la Banque Mondiale – à travers l'*International Development Association* (13%) et la *Trade and Development Bank* (7%).

Zimbabwe

Retrait de la liste grise du GAFI

Le 8 mars, le Groupe d'Action Financière (GAFI) a retiré le Zimbabwe de sa liste grise identifiant les pays à risque et/ou rencontrant des défaillances en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'organisation a salué les progrès réalisés et estimé que le pays avait remédié aux problèmes identifiés en adoptant ses recommandations – mesures de conformités dans le secteur financier, nouveaux moyens d'enquête de la banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe – RBZ*), application des sanctions, etc. Le pays figurait sur la liste depuis octobre 2019.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 24 mars 2022	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	14,7 ZAR	1,8%	3,1%	2,2%	8,7%
Angola	449,2 AOA	0,5%	11,2%	38,3%	21,5%
Botswana	11,4 BWP	0,5%	-0,1%	-3,9%	2,0%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	10,6%	0,0%
Zambie	17,8 ZMW	-0,4%	-1,6%	24,2%	-6,3%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international